

| | | |
|---|--|---|
|  | <p align="center">Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de BRESSUIRE</p> | <p align="center">n° d'ordre 24211</p> |
|---|--|---|

SEANCE du : 19 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le 19 décembre à 18h30, le Conseil Municipal de la commune de BRESSUIRE s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Emmanuelle MENARD, Maire, à la suite de la convocation faite le 13 décembre 2024.

ETAIENT PRESENTS

| | | | |
|--------------------|-------------------------------------|----------------------|------------------------|
| Anne-Marie BARBIER | Sandra CAILTON | Etienne HUCAULT | Alain ROBIN |
| Philippe BARON | Yannick CHARRIER | Emmanuelle MENARD | Marinette TALLIER |
| Thierry BAUDOUIN | Bruno COTHOUIS à partir de 19h40 | Jean-François MOREAU | Rodolph THIBAudeau |
| Bérangère BAZANTAY | Sandrine DELUGEAU | Nathalie MOREAU | Véronique VILLEMONTAIX |
| Bruno BODIN | Marie-Laure FOUILLET-MERLEAU | Jean-François MORIN | |
| Hélène BROSSAUX | Pascale FERCHAUD | Pierre MORIN | |
| Pierre BUREAU | Pascal GABILY | Arnaud PRINTEMPS | |

POUVOIRS / ABSENTS / EXCUSES

| | | |
|--|---|--|
| Marie JARRY, pouvoir à Jean-François MOREAU | Constance MACKOW, pouvoir à Alain ROBIN | Jamel CHENIOUR, pouvoir à Thierry BAUDOUIN |
| Anne ROUX, pouvoir à Pascale FERCHAUD | Stéphanie FILLON, pouvoir à Yannick CHARRIER | Anita BRIFFE, pouvoir à Pierre MORIN |
| Florence BAZZOLI | Philippe ROBIN | Bruno COTHOUIS, pouvoir à Véronique VILLEMONTAIX jusqu'à 19h40 |

Secrétaire de séance : Bérangère BAZANTAY, assistée des services de la Ville

Assistaient également : Delphine CHESSERON, Directrice Générale des Services
Yoan FONTENEAU, Directeur des Services Techniques



Indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour la filière police

Madame le Maire présente le dossier.

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L714-13,
Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,
Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 2 octobre 2024,

En application de l'[article L. 714-13 du Code général de la fonction publique](#), un nouveau régime indemnitaire est instauré pour les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, chefs de service de police municipale, agents de police municipale et gardes champêtres.

Cette Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

Cette indemnité est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le [décret du 14 janvier 2002](#),
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le [décret du 12 juillet 2001](#).

Accusé de réception en préfecture
079-217900497-20241224-DG_DEL_2024_211-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

L'organe délibérant détermine pour cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement :

- le taux individuel de la part fixe,
- des critères pour l'attribution de la part variable,
- le plafond de la part variable.

I. Les bénéficiaires

Les bénéficiaires de cette indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois :

- des directeurs de police municipale régi par le [décret n° 2006-1392 du 17 novembre 2006](#)
- des chefs de service de police municipale régi par le [décret du 21 avril 2011](#),
- des agents de police municipale régi par le [décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006](#),
- des gardes champêtres régi par le [décret du 24 août 1994](#).

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires.

II. La part fixe de l'ISFE

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux suivants :

- 33 % pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 30 % pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

La part fixe est versée mensuellement.

Le montant de la part fixe évoluera selon le traitement soumis à retenue des agents concernés.

III. La part variable de l'ISFE

La part variable tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant peut-être versée mensuellement dans la limite de 50 % du plafond défini par l'organe délibérant.

Elle peut être complétée d'un versement annuel sans que la somme des versements dépasse ce même plafond. L'organe délibérant détermine le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans la limite des montants suivants prévus par le décret :

- 9 500 euros pour le cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- 7 000 euros pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,
- 5 000 euros pour le cadre d'emplois des gardes champêtres.

IV. Modalités de retenue pour absence ou de suppression

Le bénéficiaire de l'ISFE est maintenu suivant le décret 2010-997 du 26 août 2010 en vigueur. Lorsque l'agent est placé rétroactivement en congé de longue maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé maladie ordinaire antérieurement accordé, l'ISFE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

Accusé de réception en préfecture
079-217900497-20241224-DG_DEL_2024_211-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

Article 1

- **D'INSTAURER** une indemnité spéciale de fonction et d'engagement versée selon les modalités définies ci-dessus.

Article 2

- **DE FIXER** les taux plafonds pour la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à :
 - 32 % pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
 - 30 % pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

Article 3

- **DE FIXER** les montants plafonds annuels pour la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement à :
 - 4000 € pour le cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
 - 4000 € pour le cadre d'emplois des agents de police municipale,

Et de fixer les critères pour l'attribution du montant annuel de la part variable suivant les critères validés par le comité technique du 19 octobre 2016 et la délibération du 26 juin 2017 et suivant l'évaluation professionnelle des agents.

Article 4

- **DE GARANTIR**, à titre individuel, le montant du régime indemnitaire précédemment perçu si ce dernier est supérieur au montant de l'ISFE, (à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel), au-delà du pourcentage de 50% et dans la limite du montant plafond de la part variable.

Article 5

- **D'AUTORISER** Le Maire par arrêté individuel le montant perçu par chaque agent au titre des deux parts de l'indemnité dans le respect des principes définis ci-dessus.

Article 6

- **DE PREVOIR** et d'inscrire au budget les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité.

Article 7

La délibération du 18 novembre 2019 instaurant l'Indemnité d'Administration et de Technicité et l'indemnité spéciale de fonction pour les agents du cadre d'emplois des policiers municipaux est abrogée.

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus
Pour extrait conforme,

La Secrétaire de séance,

Bérangère BAZANTAY



Le Maire,

Emmanuelle MENARD

Accusé de réception en préfecture
079-217900497-20241224-DG_DEL_2024_211-DE
Date de télétransmission : 24/12/2024
Date de réception préfecture : 24/12/2024